



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Bretagne**

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le 20/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EUREDEN

34 rue Ferdinand Buisson
ZAC de Kervinadou 3
29300 Mellac

Références : JPLP/VLF/E/2024
Code AIOT : 0005503719

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2024 dans l'établissement EUREDEN implanté à Bel Air - 56120 La Croix-Helléan. L'inspection a été annoncée le 08/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUREDEN
- Bel Air 56120 La Croix-Helléan
- Code AIOT : 0005503719
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EUREDEN a été autorisée à exploiter son site de La Croix-Helléan par arrêté préfectoral du 22 février 1990, successivement modifié par arrêtés complémentaires les 31 octobre 2003, 08 février 2010 et 04 novembre 2011.

Par déclaration de bénéfice des droits acquis du 30 novembre 2015, l'exploitant indique une capacité de stockage de céréales de 17 990 m³, classée sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2160-2.a de la nomenclature des installations classées.

Les capacités de stockage sont constituées :

- d'un silo palplanches comprenant 10 cellules métalliques,
- d'une tour de manutention abritant 2 boisseaux grains humides,
- de 2 séchoirs à grains.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des risques présentés par les silos	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 12	Sans objet
2	Prévention des risques présentés par les silos	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13	Sans objet
3	Prévention des risques présentés par les silos	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13	Sans objet
4	Prévention des risques présentés par les silos	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13	Sans objet
5	Prévention des risques présentés par les silos	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13	Sans objet
6	Prévention des risques présentés par les silos	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien entretenu dans l'ensemble.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des risques présentés par les silos

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Titre IV : Prévention des risques d'explosion et d'incendie
<p>Prescription contrôlée : Article 12 (Nettoyage des aires de chargement et de déchargement des produits)</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage.(...)</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m³ (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles) ; - soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration. <p>Ces aires doivent être régulièrement nettoyées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé de deux fosses de réception dont une possède des boisseaux de chargement. La zone se situe à l'abri sous un appentis métallique, ouvert des deux côtés. Ces aires sont apparues propres, alors que deux chargements ont eu lieu lors de la visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des risques présentés par les silos

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Titre IV : Prévention des risques d'explosion et d'incendie
Prescription contrôlée : Article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées) Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.
Constats : Une visite complète du circuit de collecte des céréales a été réalisée. Elle a consisté à l'examen de la propreté dès la réception (aires de chargements/déchargement), des transporteurs à chaîne de reprise du grain, des élévateurs dans la tour de manutention et du transporteur à bande alimentant les cellules. Les croix d'empoussièrement matérialisées sur le sol aux différents étages de la tour de manutention, étaient bien visibles. Les équipements de manutention sont apparus propres et bien entretenus, mais aussi l'ensemble de la structure (parois, chemins de câbles...).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des risques présentés par les silos

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Titre IV : Prévention des risques d'explosion et d'incendie
Prescription contrôlée : Article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées) La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les opérations de nettoyage font l'objet d'un plan de contrôle (EN-Q-SILO-211). Elle fixe les consignes et la fréquence de nettoyage des installations. Ces opérations sont consignées dans un registre (EN-Q-SILO-260), où est précisé : <ul style="list-style-type: none">- le lieu,- le type de nettoyage,- la date,- Le nom de l'opérateur. L'examen du registre n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des risques présentés par les silos

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Titre IV : Prévention des risques d'explosion et d'incendie
Prescription contrôlée : Article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées) Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.
Constats : Le site est équipé d'un aspirateur industriel mobile de type « ATEX », acquis en 2018.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des risques présentés par les silos

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Titre IV : Prévention des risques d'explosion Et d'incendie
Prescription contrôlée : Article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées) Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.
Constats : La procédure de nettoyage précise que l'usage du balai ou de l'air comprimé doit être exceptionnel et fait l'objet d'une consigne particulière. Cette consigne est affichée au poste de conduite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des risques présentés par les silos

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Titre IV : Prévention des risques d'explosion et d'incendie
Prescription contrôlée : Article 15 (Nettoyage des surfaces empoussiérées) Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur. Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration. Le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation (...)

Constats :

L'aspiration centralisée est doublement asservie, un asservissement lié au démarrage de l'installation et l'autre en cas de panne du système d'aspiration. Une temporisation de 60 secondes est en place, afin de permettre la vidange des circuits.

Le site est équipé de filtres à manches (30 pour les nettoyeurs et 50 pour l'aspiration centralisée), ils sont munis d'évents en partie haute.

Ces filtres sont nettoyés tous les ans et remplacés tous les trois ans.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

« Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

« Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

« La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. »

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas d'impact de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».

Constats :

L'exploitant a mandaté le bureau d'étude BCM Foudre pour la réalisation des vérifications périodiques, des installations de protection contre la foudre.

La dernière vérification a eu lieu le 21 février 2024, elle était du type « complète ».

Bien que l'exploitant n'est pas encore en possession de rapport de contrôle, il a déclaré que BCM Foudre, avait décelé des anomalies telles que :

- une liaison équipotentielle à refixer,
- un contrôle de la pointe du paratonnerre,
- le changement du compteur.

L'exploitant a engagé les travaux nécessaires pour la remise en conformité de son installation de protection contre la foudre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard de ce constat, l'inspection prend note des actions engagées par l'exploitant, afin de mettre en conformité son installation de protection contre la foudre.

Néanmoins, l'inspection demande que l'exploitant transmette un rapport confirmant la levée de ces non-conformités.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant****Proposition de délais : 1 mois**

